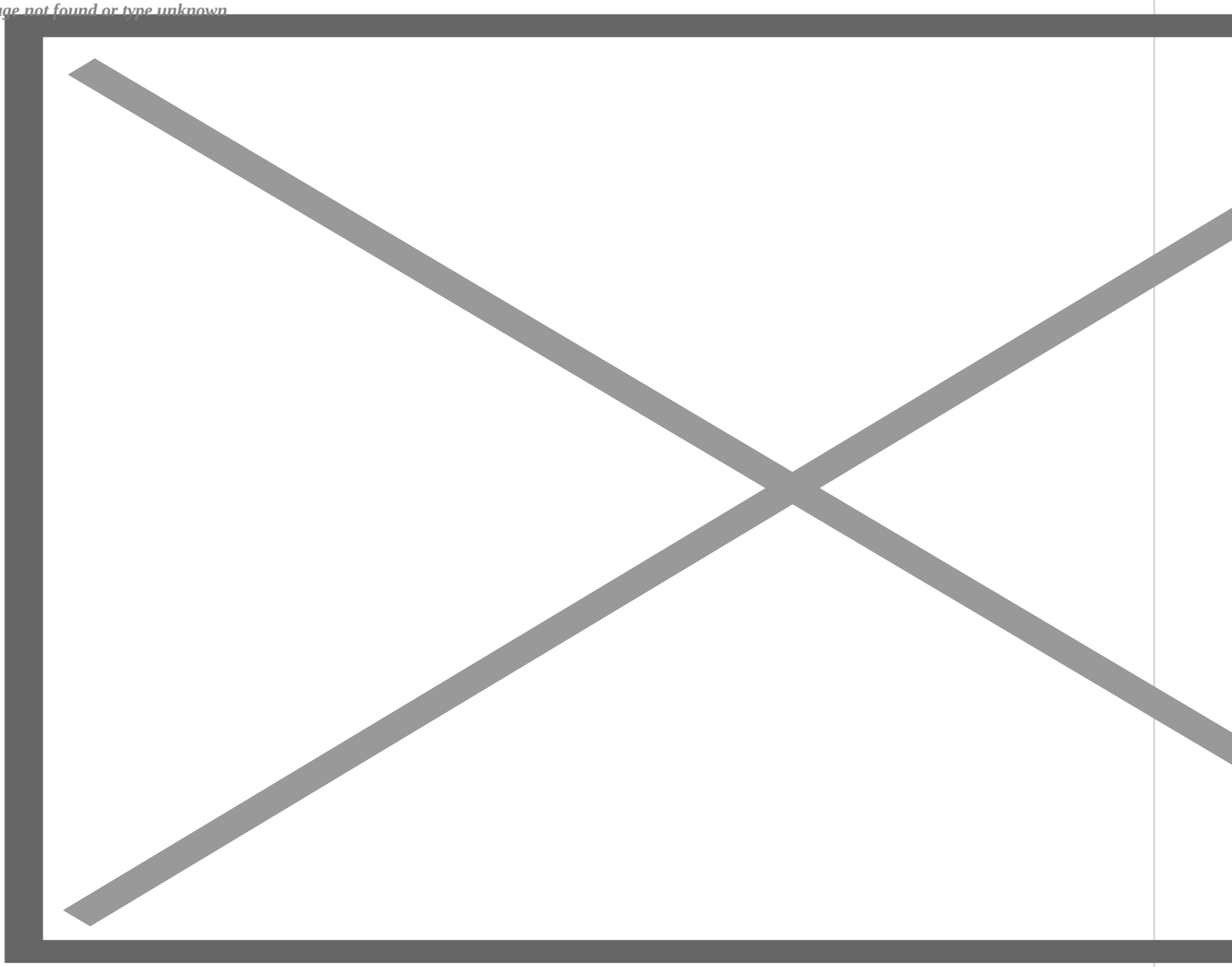
Le ministre cubain des affaires étrangères dénonce à l'ONU les violations du blocus contre le droit au bien-être

Image not found or type unknown



Nations Unies, 2 nov (RHC) Le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodríguez, a dénoncé aujourd'hui aux Nations Unies les violations du droit à la vie, à l'éducation et au bien-être des Cubains causées par le blocus américain.

"Le blocus viole le droit à la vie, à la santé, à l'éducation et au bien-être de tous les Cubains ; nos familles le ressentent à travers les pénuries dans les magasins, les longues files d'attente, les prix excessifs et les salaires dévalués". C'est ainsi que le ministre cubain des affaires étrangères, Bruno Rodríguez Parrilla, a commencé son discours.

Les familles cubaines le ressentent dans les pénuries, les prix excessifs et les salaires dévalués, a déclaré le ministre des affaires étrangères lors de son intervention devant le forum, qui s'est réuni pour voter la résolution présentée par le pays caribéen sur la nécessité de mettre fin à l'embargo.

Rodríguez a expliqué que le gouvernement fait de grands efforts pour satisfaire le panier de la ménagère, qui n'est pas suffisant, mais qui répond aux besoins indispensables à des prix subventionnés.

Seul un tiers du coût du blocus de mars 2022 à février 2023 aurait suffi à couvrir les coûts du blocus, a-t-il précisé.

Dans le même temps, des secteurs tels que l'agriculture et l'énergie sont confrontés à de sérieux obstacles pour acquérir des pièces détachées ou des machines.

Sous couvert de licences strictes, certains produits agricoles des États-Unis sont acheminés vers l'île en vertu de lois draconiennes et discriminatoires qui violent les règles du commerce international, a-t-il déclaré.

Ces produits, a-t-il ajouté, arrivent sur des navires américains qui doivent revenir à vide à cause du blocus lui-même.

Le ministre cubain des affaires étrangères a rappelé l'intensification des politiques de harcèlement durant les années les plus difficiles de la pandémie, lorsque l'exemption des sanctions a été encouragée pour des raisons humanitaires dans certains cas.

"Pourquoi Cuba a-t-elle été exclue de cet allégement temporaire ? a demandé M. Rodríguez, rejetant l'utilisation de la pandémie par Washington comme alliée de sa politique à l'égard de Cuba.

L'impact sur la qualité de vie et les services fournis à la population est douloureux, a-t-il souligné. (Source:PL)

https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/338252-le-ministre-cubain-des-affaires-etrangeres-denonce-a-lonu-les-violations-du-blocus-contre-le-droit-au-bien-etre

Radio Habana Cuba